

# CAUSES

---



# COMMUNES

---

BIMESTRIEL DES SOCIALISTES  
VILLE DE GENÈVE

500475137



B-ECONOMY

P.P.  
1205  
Fribourgeois

## *Le fric ou la vie*

---

DÉCEMBRE 2010

21

---

# ARGENT, TROP CHER!

PLUTÔT QUE RIEN OU BALAYER L'ATELIER...



...PROPOSONS DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL AUX APPRENTIS ET AUX APPRENTIS!!!

LA RÉDACTION :  
OLIVIA BESSAT, VIRGINIE KELLER,  
FÉLICIEN MAZZOLA, SYLVAIN THÉVOZ  
ILLUSTRATION ALOYS

« Argent trop cher, la vie n'a pas de prix » chantait le groupe rock français Téléphone en 1982. Le rappeur 50cent, vingt ans plus tard, avec son « deviens riche ou meurs en essayant » marque l'enterrement de l'utopie libertaire. Les figures caricaturales des succès planétaires, éruptions des modèles dominants, dessinent un consumérisme érigé en nouvelle religion. La volonté patronale de prolonger l'ouverture des magasins jusqu'au flux tendu 24h sur 24 est la concrétisation d'un système dans lequel l'être consommateur remplace l'être humain.

## Dealer, trader, même consommation

« Il n'y a qu'un pas entre le concessionnaire et le car jacking » chante le rappeur Booba. Et, en effet, il n'y a pas grand chose qui distingue le dealer du bas de la rue du trader à la Bourse. L'étendue de ce capitalisme agressif diffère, mais sinon, le principe reste le même. Acheter, vendre, se faire un maximum de blé, sans se soucier ni de son prochain, ni de sa communauté, ni des conditions de production ou des coûts pour le système social. Le trader et le dealer, l'un comme l'autre sont des parasites installés dans des niches qui répondent à des demandes qu'ils créent eux-mêmes.

## L'impôt à n'importe quel prix?

Les partis majoritaires en Suisse prétendent que l'impôt n'a pas d'odeur tant qu'il permet de maintenir de la richesse. Leur politique affaiblit l'impôt en le diminuant et en stimulant l'installation d'entreprises socialement irresponsables. La majorité de droite du Canton favorise l'arrivée d'entreprises spéculatives comme les hedge funds qui créent des richesses virtuelles sans créer d'emplois. C'est de l'impôt à court terme, de l'impôt temporaire qui se délocalisera au moindre frémissement financier. Ces impôts là ne permettent pas de construire une économie locale solide et à long terme. Pour développer une politique publique forte et de qualité, les Socialistes misent sur des impôts éthiques liés à une économie réelle et à des entreprises qui assument leur rôle social.

## Une initiative qui crée de l'emploi pour les jeunes

Les socialistes en ville de Genève ont lancé une initiative pour assurer à l'emploi l'avenir qu'il mérite avec Onex, Vernier et Carouge. Elle a pour objectifs de soutenir les entreprises qui créent de l'emploi et de favoriser l'engagement de jeunes apprentis-e-s. Comme la Fondetec (p.8) le fonds

chômage municipal, le fonds de soutien aux intermittent-e-s ou l'attribution des marchés publics selon des critères sociaux et environnementaux, cette initiative (p.19) apporte des solutions concrètes au manque de places d'apprentissage.

## Mener le bal

Nous ne connaissons pas encore les mélodies qui feront un tabac durant les prochaines années, mais nous continuerons à travailler et à nous mobiliser pour une ville de Genève sans fausses notes où l'éthique, la solidarité et le partage seront notre ligne directrice. Les Socialistes et leurs partenaires ont deux mois pour réunir 4000 signatures pour augmenter le nombre de places d'apprentissage, alors signons et faisons signer cette initiative!

## CAUSES COMMUNES

BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE  
15, rue des Voisins  
1205 Genève

www.ps-geneve.ch  
felicien.mazzola@ps-geneve.ch

Coordination rédactionnelle :

Félicien Mazzola, Olivia Bessat, Sylvain Thévoz, Virginie Keller.

Ont collaboré à ce numéro : Olivier Amrein, Isabelle Brunier, Roger Deneys, Jean-Louis Fazio, Anne-Marie Hirt, Sami Kanaan, Aloys Lolo, Olivier Lozeron, Alessandro Pelizzari, Sandrine Salerno.

Graphisme, maquette et mise en page : atelier supercoccotte, www.supercoccotte.ch

Impression : Imprimerie Nationale, Genève. Tirage : 3000 exemplaires sur papier recyclé.

# SOIS RICHE, OU CRÈVE EN ESSAYANT DE LE DEVENIR\*



OLIVIA BESSAT

*L'argent n'a peut-être pas d'odeur, mais au-delà de la simple monnaie, l'argent est aussi un marqueur social. Il serait certainement bien malhonnête de dire que "c'est la faute à l'époque", et qu'on n'a jamais autant couru après l'argent que maintenant.*

Prenons l'exemple de la bien-nommée ruée vers l'or. Au XIXe siècle, combien d'hommes arpentaient tout ce que la Californie et le Klondike comptaient de rivières à la recherche d'une pépite? Aujourd'hui, rien n'a changé. Pour illustrer cela, le titre de l'album de 50 Cent, rappeur californien, et son film éponyme "Get rich or die tryin'". Le véritable problème ne réside pas dans la nécessité, réelle ou perçue, de s'enrichir. Ce qui est problématique, c'est que la folie des grandeurs actuelle est telle qu'on ne désire plus avoir de l'argent, mais BEAUCOUP d'argent. Les moyens de s'enrichir ont également évolué : les chercheurs d'or du XIXe avaient pour outil des tamis. Certain-e-s de nos contemporain-e-s donnent dans les gros calibres.

## Hannibal Lecter avait raison

Dans le *Silence des agneaux*, la jeune inspectrice Clarice Starling se met sur les traces du tueur en série Buffalo Bill avec l'aide du Dr Hannibal Lecter. Celui-ci lui permet de comprendre que le tueur agit par convoitise, et que l'on convoite ce qu'on a sous les yeux. Essayons d'appliquer ce raisonnement pour comprendre pourquoi on veut toujours plus d'argent, plutôt que de se contenter du nécessaire. Jetons un coup d'œil aux publicités pour des montres de luxe, des banques et de la haute joaillerie qui ornent aussi bien les

abris-bus que les pages de magazines. Un autre coup d'œil, cette fois-ci à la télévision, nous permet de voir des émissions dans lesquelles un adolescent reçoit un gros 4x4 de marque allemande pour ses seize ans. On peut toujours ricaner en se disant que tout cela est futile et sans conséquence, que ce n'est que du cinéma et que dans la vraie vie, ce n'est pas comme ça. On négligerait pourtant l'impact que ces images ont sur nous et les rapports que nous entretenons avec nos prochains. L'industrie des media produit ce qu'on a sous les yeux, elle fabrique aussi du rêve, un au-delà du réel, et par là éveille cette convoitise dont parlait Lecter en construisant ou en relayant des pratiques, qui à leur tour généreront la création de besoins nouveaux qui ne feront qu'encourager et précipiter ce passage à l'acte qu'est l'achat. "Si tu n'obtiens pas ce que tu veux avec de l'argent, tu peux l'obtenir avec beaucoup d'argent!" Cette réplique tirée de *Chat noir, chat blanc*, film d'Emir Kusturica, illustre l'immoralisme des gros revenus. Et là, ce n'est plus du cinéma.

## Mon argent, mon assurance-vie ?

Soyons justes : on ne peut pas affirmer que c'est parce que l'on passe devant une publicité pour une voiture de luxe tous les jours que nous allons forcément vouloir la posséder. Ce n'est pas l'objet ni l'achat en soi qui pose réellement problème, mais plutôt les raisons qui le motivent, qu'elles soient conscientes ou inconscientes. Dans un contexte où les tensions sociales se développent et s'exacerbent, l'idée que seule l'accumulation des richesses soit le véritable garant d'une vie où le champ des possibles est infini est dangereuse. Cela reviendrait à dire qu'il n'existe qu'une forme de pauvreté, et qu'elle serait financière. Ce serait nier l'existence d'un précaire social, culturel et affectif, où l'individualisme a pris la place de la solidarité et de l'entraide. L'argent ne doit pas devenir l'unique vec-

teur de sécurité, que l'on accumule dans un compte en banque comme ma grand-mère accumulait les boîtes de farine pendant la guerre de peur de manquer...

## Le fric fait la force

Le sociologue Max Weber écrivait que "le pouvoir est toute chance de faire triompher, au sein d'une relation sociale, sa propre volonté, même contre des résistances ; peu importe sur quoi repose cette chance." Si l'argent amène le pouvoir, ou du moins y contribue largement, peut-il être considéré comme un moyen de faire triompher sa propre volonté, et donc contient-il par essence les déviations que sont la corruption, la menace et la violence? Le trop-plein d'argent ou son absence font et défont les groupements sociaux, nourrissent les tensions entre ceux-ci, distendent les liens entre les individus en les amenant à rompre le contrat social qui les lie. Une chose est sûre, le lien social ne perdurera pas grâce aux cartes de fidélité des magasins. Il est plus que temps de stopper la disparition de nos valeurs affectives, culturelles et sociales. Et tout l'argent du monde n'y pourra rien.

\* "Get rich or die tryin'", titre d'un album et d'un film du rappeur 50 Cent.



# L'ÉCONOMIE, L'EMPLOI ET LA RESPONSABILITÉ SOCIALE, UN LIEN ESSENTIEL !



PROPOS RECUILLIS PAR  
VIRGINIE KELLER

*Même les plus ardents défenseurs du libéralisme sauvage l'ont avoué lors de l'explosion de la dernière crise financière et économique : les bénéficiaires financiers n'ont plus rien à voir avec l'économie réelle donc avec l'emploi.*

Les syndicats et les partis de gauche dénoncent depuis plusieurs dizaines d'années une économie virtuelle, basée sur la spéculation et les cotations en bourse. Une économie qui voit ses bénéficiaires flamber lorsque des milliers de personnes sont licenciées, lorsque les entreprises sont délocalisées, lorsque les salaires baissent, que le travail sur appel se développe, que le marché mondial et sans frontières permet aux entreprises de péjorer les conditions de travail et de fragiliser les travailleurs et les travailleuses.

Les formations de gauche se trouvent face à une contradiction paralysante. Comment défendre les conditions de vie des salarié-e-s sans fermer les frontières, sans se replier sur la préférence nationale et résister aux mouvements populistes et xénophobes. Nous rêvions de mouvements de luttes internationales pour contrer la mondialisation capitaliste et nous nous retrouvons dans une posture défensive qui consiste à tenter de préserver nos acquis. La lutte de la population française contre l'allongement de l'âge de la retraite est une démonstration forte. Aujourd'hui, les salarié-e-s doivent se battre pour avoir le droit

de travailler et cela à presque n'importe quel prix.

Des générations de syndicalistes ont œuvré pour l'amélioration des conditions de travail des salarié-e-s : congés payés, retraites, droits sociaux, baisse du temps de travail, sécurité et santé, amélioration des salaires. Chaque étape a changé des millions de vies, permis l'espoir d'une société plus juste et respectueuse de ceux et celles qui travaillent et produisent des richesses. Les crises économiques, puis financières, ont fragilisé ces acquis car à chaque fois que les bénéficiaires boursiers (ceux-là mêmes qui ne sont pas imposés) ont baissé, ce sont les salarié-e-s qui en ont payé le prix fort. Chômage, revenus minimum, assistance sociale, misère et exclusion, peuvent être la récompense d'une vie de travail.



Alessandro Pelizzari, Secrétaire régional du syndicat Unia, est intervenu au parti socialiste de la ville de Genève, sur la situation de l'emploi à Genève et les prochains combats à mener.

**Virginie Keller :** On entend partout que la Suisse a été épargnée par la crise, voire que l'économie reprend et que le chômage diminue. Quelles évolutions constatez-vous sur le terrain syndical ?

**Alessandro Pelizzari :** Si l'on s'en tient aux statistiques officielles, il est vrai que l'augmentation du chômage a été moins brutale que dans d'autres pays européens. Or, au-delà des biais que l'on connaît - le nombre de personnes sans emploi est systématiquement sous-estimé en Suisse - les statistiques cachent une autre réalité. En effet, la crise a été le levier pour précariser davantage les conditions de travail. Tant dans les branches qui ont été épargnées par la récession comme le bâtiment, que dans les secteurs plus fortement frappés comme l'industrie d'exportation, on constate une augmentation de contrats à durée déterminée, d'emplois temporaires ou de la sous-traitance. D'un côté, le spectre des licenciements a fait que de nombreux-euses salarié-e-s ont été amené-e-s à accepter des conditions revues à la baisse. Des exemples comme EP, une entreprise d'électricité genevoise, où les employé-e-s ont réussi après plusieurs semaines de lutte à maintenir leurs emplois et conditions de travail, ont été malheureusement rares. De l'autre, les employeur-euse-s ont fait recours au chômage partiel non pas pour conserver les emplois, mais pour restructurer leurs effectifs. S'ajoute le fait que nous sommes confrontés aujourd'hui à un socle de chômeur-euse-s de longue durée qui risquent d'être durablement exclus du marché du travail, et ce particulièrement à Genève. Ces personnes au chômage ont été, durant la crise, la cible

d'un durcissement considérable de la politique en matière de chômage.

**Quel bilan faites-vous de la nouvelle loi sur le chômage de François Longchamp, bientôt trois ans après son entrée en vigueur ?**

Le bilan est loin d'être brillant. Sur les quelque 5000 chômeurs arrivés en fin de droit en 2009, 700 seulement ont bénéficié des mesures telles que l'allocation de retour en emploi et des emplois de solidarité. 500 chômeurs se trouvent actuellement en emploi-formation, contre environ 2000 anciens emplois temporaires cantonaux. Et parmi les bénéficiaires des emplois de solidarité, sept personnes uniquement ont retrouvé un emploi en 2009. S'ajoute à cela que la politique cantonale de chômage est une véritable antichambre de la pauvreté. Deux tiers des bénéficiaires des emplois de solidarité touchent pour un emploi à plein temps 3000 francs par mois, alors que le placement en emploi formation dans les services publics ou institutions subventionnées vise en première ligne à substituer de vrais emplois par de la main d'œuvre à bon marché. Il semble que M. Longchamp ait surtout visé à augmenter la pression sur les chômeurs pour qu'ils prennent n'importe quel emploi - quelle qu'en soit la qualité ou la durabilité - alors que les dispositifs d'aide ont été restreints ou sont en voie de disparition (notamment le RMCAS, revenu minimum cantonal d'aide sociale). Faute d'une réelle volonté de rechercher des alternatives au chômage structurel, les mesures d'insertion deviennent dans de nombreux cas une forme de « purgatoire » du travail, de plus en plus réservées aux personnes dites « proches de l'emploi » au détriment de celles qui auront été évaluées comme « inemployables ».

**A contrario, quelles sont les approches préconisées par les syndicats ?**

Le résultat genevois de la votation contre la quatrième révision de la Loi sur l'assurance-chômage (LACI) cet automne nous conforte dans l'idée qu'une majorité de la population partage la volonté des syndicats d'un changement de cap radical dans la politique du chômage. Ce changement doit s'opérer sur deux axes. D'un côté, nous avons besoin d'une prise en charge des demandeur-euse-s d'emploi qui en finisse avec le système actuel de culpabilisation, de contrôle, d'obligation, de pénalisation et de sanction des victimes d'un système économique qui les jette au chômage.

Pour cela, il faut transformer le « droit » au chômage en un véritable droit à retrouver un emploi durable librement consenti, notamment en promouvant, dans le cadre de l'assurance-chômage, la possibilité de vraies formations qualifiantes et requalifiantes complètes et officiellement reconnues. Il faut aussi redonner son vrai sens à la mission des Offices régionaux de « placement » soit le conseil pour l'emploi et la formation, et leur enlever la « mission » de contrôle et de sanction. De l'autre, nous avons besoin d'une véritable offensive de création d'emplois qui correspondent aux profils des chômeurs de longue durée, notamment dans les services publics de proximité (garde d'enfants et de personnes âgées), mais aussi dans le cadre d'une politique industrielle qui rompt avec la prédominance d'un secteur financier local hypertrophié.

**Les formations populistes rendent les frontalier-e-s responsables du chômage à Genève, que leur répondez-vous ?**

Du point de vue de l'emploi, il est difficile de vérifier des effets de substitution de la main d'œuvre. Ce que l'on peut par contre aisément constater, c'est qu'à Genève, le chômage a particulièrement frappé le personnel frontalier. En 2009, plus d'un quart du chômage genevois est exporté en France, avec les conditions d'indemnisation de la France. Un coup d'œil sur les licenciements collectifs démontre une même tendance. Alors que les frontaliers français représentent environ 20% des emplois disponibles à Genève, ils représentent 30 à 45% des victimes des licenciements collectifs. Les effets de la libre circulation des personnes sur le marché du travail local sont à chercher ailleurs : dans la discrimination salariale que subissent notamment les frontaliers eux-mêmes, dont le salaire médian se situe aujourd'hui 16,3% au-dessous de celui des Suisses. Cette tendance a été récemment confirmée par une étude mandatée par M. Longchamp, qui a mis en lumière une importante pression sur les salaires dans des branches comme le gros œuvre ou l'hôtellerie-restauration. La réponse à cela ne peut évidemment pas se situer dans un repli xénophobe, mais dans le renforcement des mesures de contrôle du marché du travail et de sanction des employeurs qui profitent de la concurrence accrue. C'est pourquoi, au-delà de l'offensive syndicale pour organiser les travailleurs frontaliers, nous nous battons aujourd'hui pour une meilleure protection des salarié-e-s, à tra-

vers une réglementation plus stricte de l'attribution des marchés publics, plus de moyens pour les contrôles, l'interdiction de licenciements des délégués syndicaux et l'introduction d'un salaire minimum légal.

**Avec 400 000 salarié-e-s en Suisse qui gagnent moins que 3800 francs par mois, l'initiative pour le salaire minimum est-elle une priorité pour Unia ?**

Elle correspond à une nécessité, car nous avons aujourd'hui en Suisse un triple problème salarial. J'ai déjà parlé du problème de la pression sur les salaires due à la concurrence accrue sur le marché du travail et le manque de protection efficace des conditions sociales. Il y a, deuxièmement, un problème de bas salaires. Le nombre d'emplois précaires augmente, et avec ça le nombre d'employé-e-s, essentiellement des femmes, qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts en fin de mois. Troisièmement, l'initiative pose la question de la justice salariale dans un pays où les inégalités sont parmi les plus importantes des pays industrialisés.

**Les luttes syndicales n'ont cessé d'améliorer les conditions de travail des salarié-e-s. Aujourd'hui, on a le sentiment de lutter uniquement pour défendre des acquis. Est-ce décourageant d'être syndicaliste aujourd'hui ? Osez-vous rêver encore de nouveaux progrès sociaux ?**

Les luttes défensives sont importantes. Il s'agit en effet non seulement de sauver les acquis du passé, mais aussi de les étendre aux nouvelles catégories de travailleur-euse-s particulièrement vulnérables. Mais ces luttes politiques défensives ne peuvent être couronnées de succès que si le mouvement syndical arrive à rattraper le retard accumulé ces dernières décennies en termes d'enracinement sur les lieux de travail, d'organisation des nouvelles catégories de travailleurs (nouveaux immigrés, jeunes précaires, etc.) et d'une réinvention d'un syndicalisme offensif de lutte et de combat.

# CRÉATEURS DE RICHESSE

PROPOS RECUEILLIS PAR  
FÉLICIEN MAZZOLA

## UNE QUESTION D'HONNÊTETÉ ET D'ÉDUCATION

*Jean-Louis Fazio travaille le bois et dirige la PME qui porte son nom.*

**Félicien Mazzola : Pouvez-vous nous décrire votre activité en quelques mots ?**

*Jean-Louis Fazio : Mon entreprise travaille dans la menuiserie et l'agencement : cuisines, armoires, pose de fenêtres, fabrication de portes, volets, encadrements, rénovation d'appartements, remplacements de serrures et de vitrages. J'emploie deux collaborateurs fixes et un employé temporaire.*

**Qu'est-ce qui vous a poussé à vous lancer dans un projet entrepreneurial ?**

A l'adolescence, j'ai dû arrêter mes études suite à l'opération d'une tumeur au cerveau, et entrer dans la vie active. Deux possibilités s'offraient à moi, être à l'AI et rester dans une situation précaire toute ma vie, ou me lancer dans une activité indépendante, puisqu'à cause de mes antécédents de santé, aucun employeur ne pouvait m'engager. D'ailleurs, quand j'ai acheté ma camionnette à 8000 francs, même la BCGe a refusé de me faire un crédit !



**Entrepreneur et socialiste: c'est possible? Comment concilier valeurs sociales, développement durable et rentabilité économique ?**

Pour moi, c'est une question d'honnêteté et d'éducation, elle se pose de la même façon pour un salarié ou un haut cadre dans l'administration publique. Pour moi, il n'y a pas de différence. Pour ce qui est de la question du développement durable dans une menuiserie, elle ne se pose pas directement.

Tous nos bois sont certifiés SFC, on n'utilise que des colles et des peintures à l'eau. Maintenant tout le monde s'y est mis, ce n'est plus une originalité !

Quant à la rentabilité économique, comme le disait notre éminent camarade Emilio Luisoni, le système est ainsi fait (taxes, assurances, impôts, emprunts) que lorsque l'on est à son compte, que les affaires tournent, on vit bien, mais on ne s'enrichit jamais. La seule manière de s'enrichir, ce serait de tricher !

*Fazio et Cie, menuiserie-agencement, rue des Vollandes 26, Genève*

## RÊVER ET CROIRE À CE QUE L'ON FAIT

*Olivier Amrein est cofondateur, avec Guillaume Lambert, d'Espace-terroir.*

**Félicien Mazzola : Pouvez-vous nous décrire votre activité en quelques mots ?**

*Espace-terroir : Nous organisons la livraison à domicile ou au travail de fruits et légumes issus de l'agriculture de proximité.*

Nous souhaitons proposer une alternative en nous positionnant entre les magasins d'alimentation et les initiatives contractuelles, encore trop peu nombreuses et pas toujours adaptées aux besoins de chacun. Nous proposons toute l'année des fruits et légumes de qualité issus de l'agriculture de proximité, et travaillons avec tous les producteurs de la région, petits et grands. C'est la garantie de pouvoir offrir un choix de produits que nous souhaitons de plus en plus large. Parallèlement, nous offrons aux producteurs un nouveau débouché tout en les incitant à faire revivre

des variétés oubliées particulièrement bien adaptées à notre région. Encourager la diversité, c'est donner durablement une chance à l'agriculture de proximité.



**Qu'est-ce qui vous a poussé à vous lancer dans un projet entrepreneurial ?**

Je trouve la petite histoire assez drôle. Après avoir travaillé chez Unia comme secrétaire syndical, je me suis demandé quel genre d'activité pourrait m'apporter ce dont j'avais envie et besoin. L'idée de devenir indépendant, sans réellement savoir comment faire, m'a très vite traversé l'esprit, avant de partir aussi vite.

Peu de temps après, Guillaume m'a présenté son idée et je suis parti tout de suite avec lui. Nous avons commencé ensemble le 1<sup>er</sup> avril 2009 avec 8 paniers par semaine que nous concevions chez des amis maraîchers à la ferme de Budé au Grand-Saconnex. Aujourd'hui, nous sommes heureux d'avoir obtenu la confiance des acteurs du monde de la terre dans notre région, et nous produisons près de 700 paniers par semaine.

**Entrepreneur et socialiste: c'est possible? Comment concilier valeurs sociales, développement durable et rentabilité économique ?**

C'est déjà plus simple en étant associé avec une personne qui partage les mêmes valeurs, du moins dans les grandes lignes. Pour le reste, je ne sais pas vraiment, les choses se font naturellement. En ce qui me concerne, je suis beaucoup plus attaché à la durabilité qu'à la rentabilité. Je reste un rêveur qui pense que si l'on croit véritablement à ce que l'on fait, qu'on y apporte tout le soin nécessaire et surtout de la cohérence avec notre philosophie, ça ne peut que bien se passer. L'association et la collaboration avec Guillaume, comme dans n'importe quel groupe de travail, me convainquent que la complémentarité est fondamentale. Je pense que l'essentiel est de ne jamais perdre de vue que tout cela est avant tout un travail d'équipe.

[www.espace-terroir.ch](http://www.espace-terroir.ch)

## UNE QUESTION DE VOLONTÉ

*Roger Deneys est député au Grand Conseil genevois, il a fondé et dirige ImagineR Software.*

**Félicien Mazzola : Pouvez-vous nous décrire votre activité en quelques mots ?**

*Roger Deneys : Depuis 1994, ImagineR Software offre une palette complète de prestations informatiques pour particuliers, entreprises et associations. De la formation bureautique au développement d'applications de bases de données sur mesure (centres de formation, de loisirs, associations, ludothèques, etc.), en passant par la vente de matériel (PC, serveurs, imprimantes, accessoires, etc.) et surtout les dépannages et la maintenance d'ordinateurs.*

Dès le départ, nous avons cherché à concilier nos convictions, notamment écologiques, avec notre travail, en recourant par exemple au vélo pour aller chez les clients situés en ville, et à Mobility Carsharing pour transporter du matériel ou se rendre à l'extérieur de la ville. Cette démarche a d'ailleurs été reconnue en 2000 par le Prix cantonal de l'environnement, soit l'ancêtre du prix du développement durable !

**Qu'est-ce qui vous a poussé à vous lancer dans un projet entrepreneurial ?**

Une envie de changement après 5 années passées dans une petite entreprise informatique comme salarié. Pourquoi travailler pour un patron dont on ne partage pas les idées et les valeurs ? Pourquoi ne pas essayer de concilier les compétences professionnelles et la volonté de faire « autrement », en accord avec ses propres valeurs ? C'étaient mes principales motivations pour vouloir « essayer », sans d'ailleurs avoir véritablement bien préparé le « saut » en question. Mais on s'en rend mieux compte avec le temps.

**Entrepreneur et socialiste: c'est possible? Comment concilier valeurs sociales, développement durable et rentabilité économique ?**

Entrepreneur et socialiste, oui, c'est possible. Pas toujours facile dans le parti où le stéréotype du patron - profiteur - existe

parfois chez certains camarades. Les socialistes connaissent souvent aussi mal la réalité de l'entreprise privée. Pas toujours facile non plus quand on est élu et surtout militant, car la politique de milice et la vie associative prennent un temps phénoménal, souvent d'ailleurs sans rapporter le moindre centime, donc aussi au détriment de la disponibilité pour l'entreprise et les clients. Ce qui pose problème quand on n'a pas de « salaire » régulier qui tombe à la fin du mois.

Pas toujours agréable non plus quand des clients ou des marchés vous échappent pour des questions de prix, surtout quand on a affaire à des personnes qu'on pense être « de gauche ». Pas non plus évident de gérer des collaborateurs-trices, surtout dans une « petite boîte », car il faut sans cesse passer du coq à l'âne, sans avoir les moyens d'engager des personnes pour gérer des tâches spécialisées, comme les salaires ou les assurances sociales. Se pose donc vite la question de la taille de l'entreprise, soit pour grandir et donc adopter une structure plus « hiérarchique/capitaliste », soit pour chercher la simplicité et tendre vers l'indépendance individuelle.

Les questions écologiques sont relativement simples à mettre en œuvre dans une petite structure, notamment en recrutant des collaboratrices-teurs qui se reconnaissent dans certains choix. Certain-e-s se souviendront peut-être d'une annonce que nous avions publiée et qui précisait : « à compétences égales, préférence sera donnée à un cycliste ». Et les choix de fournisseurs ou matériaux plus écologiques sont aussi assez simples à mettre en œuvre puisque ce sont souvent des choix faits par « cohérence ». C'est une simple question de volonté. Ceci explique d'ailleurs que je sois perpétuellement affligé par les discours misérabilistes du type : « c'est trop cher, ça va tuer les entreprises » des habitudes pleureuses patronales de la FER (Fédération des Entreprises Romandes) et du CCIG (Chambre du Commerce, d'Industrie et des services de Genève) lorsqu'il s'agit de progresser sur ces sujets.

Les questions sociales et de rentabilité sont plus délicates, c'est sans doute là que je me suis rendu compte que j'étais devenu patron, plus que dans les questions de gestion et d'organisation du travail, car les petits patrons progressistes travaillent facilement dans la cogestion, sans hiérarchie affirmée, avec leurs collaborateurs.

Entre mon idéal d'un partage « équitable » des fruits du travail de toutes et tous; idéal que je suis toujours prêt à revendiquer, et la réalité d'un sens de l'intérêt collectif trop souvent peu marqué à mon sens, il y a toutes les questions liées aux salaires. Tout le monde est toujours d'accord quand les salaires pourraient être à la hausse, mais on se retrouve avec un « démerde-toi, c'est toi le patron », lorsque la conjoncture demande des réajustements à la baisse ou si une personne ne donne pas satisfaction.

Dans une société où l'exigence de rentabilité économique est permanente et où la richesse humaine et la diversité ne sont de loin pas toujours « valorisables », se posent aussi les questions de formations et de performances, de différences parfois importantes entre les potentiels d'un collaborateur et sa réalité « économique ». Sans compter que mes exigences personnelles peuvent encore compliquer les choses... Je me suis par exemple rendu compte que recruter un bon informaticien, même cycliste, n'est pas suffisant pour moi : il me faudrait aussi une perle en orthographe !

La réflexion, aussi nourrie par l'expérience fort enrichissante du Conseil de fondation de la Fondetec, sur les freins systémiques à l'esprit d'entreprise en Suisse et à Genève, a été pour moi très constructive.

L'accès aux capitaux est souvent lié à une situation de fortune personnelle. La logique mondiale de rentabilité excessive, inadéquate dans une perspective de développement durable, les rentes iniques de la propriété privée sous forme de loyers abusifs, voire de congés précoces, constituent le fond du système économique dans lequel nous devons nous mouvoir mais qu'il faut sans hésiter faire disparaître pour construire un système économique plus juste, plus social, plus écologique... et donc plus sobre.

Pas toujours évident, donc, mais en même temps, difficile de s'imaginer fonctionner autrement.

[www.imaginer.ch](http://www.imaginer.ch)



# RÉINVENTER L'ÉCONOMIE

FÉLICIEN MAZZOLA

## LES SEPT VALEURS DE L'ÉCONOMIE

### SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS).

La présente charte trouve ses racines dans les valeurs et pratiques d'acteurs et d'actrices de terrain ancrés dans la région genevoise et réunie à l'initiative de la chambre de l'économie sociale et solidaire - APRES- créée en 2003.

#### 1. Bien-être social : être plutôt qu'avoir

Les acteurs et actrices de l'ESS visent à construire une économie qui affirme la primauté de la personne sur le capital. Ils reconnaissent l'importance de dimensions immatérielles (esthétiques, émotionnelles, spirituelles, etc.) nécessaires au fonctionnement de la société et à l'épanouissement de ses membres.

#### 2. Citoyenneté et démocratie participative : chacun a une voix qui compte

Les acteurs et actrices de l'ESS participent de manière libre, égalitaire et responsable à la construction d'une société assurant le développement des personnes et l'intérêt collectif. Ils appliquent la démocratie participative en favorisant le partage de l'information, des responsabilités, de la prise de décision et la reconnaissance du rôle de chacun.

#### 3. Ecologie : produire pour vivre et non vivre pour produire

Les acteurs et actrices de l'ESS reconnaissent l'interdépendance des processus socio-économiques et écologiques. Ils s'engagent à privilégier un système économique qui respecte les processus et équilibres écologiques dans un souci d'équité intra et inter-générationnel.

#### 4. Autonomie : autonomes mais pas individualistes

Les acteurs et actrices de l'ESS valorisent les compétences et renforcent les moyens d'agir des personnes (salariés, bénévoles, membres, usagers, investisseurs) au sein de leur organisation. Ils recherchent une plus grande autonomie de fonctionnement de celle-ci, ainsi que de l'ESS à l'égard du secteur public et des autres acteurs du secteur privé.

#### 5. Solidarité : 1 + 1 > 2

Les acteurs et actrices de l'ESS privilégient la recherche de l'intérêt collectif sur le seul profit individuel. Ils valorisent la création de lien social d'interdépendance au plan local, régional et international.

#### 6. Diversité

Les acteurs et actrices de l'ESS s'engagent à comprendre, respecter et valoriser les différences entre les personnes et les peuples, à prohiber toute forme de discrimination et à rechercher les complémentarités pour apprendre ensemble.

#### 7. Cohérence : dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit

Les acteurs et actrices de l'ESS s'efforcent d'appliquer de façon cohérente l'ensemble des valeurs ci-dessus à tous les niveaux de leur fonctionnement. La cohérence entre les valeurs prônées et le vécu est essentiel à la crédibilité et au développement de l'ESS.

[www.apres-ge.ch](http://www.apres-ge.ch),

Les notions d'aliénation, d'exploitation et de domination gardent toute leur pertinence pour décrypter la réalité d'aujourd'hui.

Ce livre est à lire de toute urgence comme outil de prise de conscience et de possible résistance, à l'heure où les entreprises utilisent les affects et nous bombardent de messages libidinaux, faisant appel au désir et à la sexualité.

Frédéric Lordon, « Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza », éd. La fabrique, 2010

## À LIRE

« Capitalisme, désir et servitude », dernier essai de l'économiste Frédéric Lordon.

Frédéric Lordon analyse, dans ce livre bref et percutant publié à La fabrique, le changement qui s'est opéré depuis la coercition brute du salarié décrite par les auteurs marxistes, jusqu'au « capitalisme des affects » qui voudrait des employés contents dont les désirs se conformeraient au capitalisme qui les emploie.

Lordon montre que l'enrôlement du travailleur-euse n'en est que plus puissant.

## FONDETEC

Créée en 1997, la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en Ville de Genève est un outil essentiel de stimulation d'une économie de proximité durable et innovante.

#### Objectifs

La FONDETEC a pour objectifs de promouvoir de nouvelles entreprises créatrices d'emplois, de soutenir et développer les entreprises existantes et de stimuler l'innovation en Ville de Genève.

#### Prestations

Pour cela, elle développe ses activités via un système de prêt (microcrédit) et de cautionnement, mais apporte aussi une expertise en terme de gestion (aide à la restructuration), lorsque c'est nécessaire.

#### Promotion d'une économie novatrice et durable

Rôle essentiel pour la diversité du tissu économique genevois, la FONDETEC permet d'apporter un financement lorsque les banques font défaut, par exemple dans le cas du microcrédit (moins de 200000CHF). Elle permet également la promotion d'une économie durable, à travers une série de critères d'intervention qui vont de la viabilité économique de l'entreprise à l'égalité homme-femme, en passant par le respect des meilleures conventions collectives de travail pour l'entreprise mais également ses sous-traitants.



# DU BLÉ ET DES SOUS!



ISABELLE BRUNIER  
HISTORIENNE  
CONSEILLÈRE MUNICIPALE



*Votre chroniqueuse a choisi de livrer à vos réflexions du matériau brut, celui sur lequel travaille l'historien. En l'occurrence, il s'agit d'extraits des Registres des conseils (l'équivalent des mémoriaux du Conseil d'Etat et du Grand Conseil actuels) et des finances en rapport avec les deniers publics et les moyens divers de renflouer les caisses. La saveur de la langue de l'époque est, dans la mesure du possible, conservée !*

Où l'on voit que le blé, denrée de base de l'alimentation, était vendu à un prix différencié selon la fortune de la clientèle !

Finances 01, 24.5.1586 - On paie au trésorier 13 florins de plomb destiné à fabriquer : « 1250 marques rondes pour distribuer aux povres afin d'avoir le bled à 18 florins la coupe (unité de capacité équivalant à 77 litres) et 500 de carrées pour les riches pour en avoir à 22 florins la coupe. »

Registre du conseil 119, f° 196, 2.10.1620 - Moyens d'augmenter les revenus du public :

Messeigneurs estant assemblez pour trouver moyens et expédients pour sortir le public des dettes ont esté faites les propositions suivantes pour estre ci après examinées.

1° Premièrement de doubler la gabelle du sel et de charger la gabelle de la chair.

2° Que les habitants (c'est-à-dire ceux qui ne sont ni citoyens ni bourgeois) payent l'impost du vin qu'ils vendront en détail.

3° De restablir l'un pour cent sur les marchandises.

4° De doubler la gabelle de l'entrée du vin blanc, et mettre 3 florins par char sur le rouge.

5° De vendre les maisons qui appartiennent à la Seigneurie, comme aussi les fiefs.

6° De mettre un impost sur les chevaux de louage.

7° De mettre un impost sur l'entrée du foing.

Registre du conseil 119, f° 237, 1.12.1620 - Propositions pour trouver argent :

Spectable Pierre Blandin propose d'imposer sur ceux qui prestent de l'argent à interest.

Spectable David Humbert propose que les amendes de 25 florins soyent versées au public, et non pas aux juges.

Jean Noël propose que chacun paye un pour cent de tout son bien.

Cela fait, la compagnie, après avoir rendu grâces à Dieu, s'est retirée.

Registre du conseil 119, f° 238 v°, 4.12.1620 - Le Conseil des Deux-Cents refuse de doubler la gabelle de la chair :

la plus grand voix a porté qu'avant de mettre des nouveaux imposts sur le peuple on recherche tous autres moyens pour trouver argent promptement...

Enfin, c'est la gabelle du sel qui est doublée et un emprunt de 16.000 écus est contracté sur la promesse de cette nouvelle rentrée fiscale.

Quelques années plus tard, on revient avec l'idée d'un monopole étatique sur le pain et la viande !

Registre du conseil 126, f° 185 v°, 28.11.1627

Ont esté proposez divers moyens et expédients pour trouver argent et sortir le public des dettes, entre autres a esté proposé que la Seigneurie pourroit faire un grand et notable profit en prenant à soy toute la boulangerie et boucherie en telle sorte que nul ne puisse vendre dans la ville du pain et de la chair, sinon le commis establi par la Seigneurie laquelle gagnera ce que gagnent les bouchers et boulangers, et le peuple sera soulagé en tant que ces denrées luy seront baillées à prix raisonnable.

Mais en réalité, rien ne se réalisera sauf les augmentations ponctuelles d'impôts !!!

# SANDRINE SALERNO, LA PASSION DU BIEN COMMUN

PROPOS RECUEILLIS  
PAR LA RÉDACTION  
PHOTOS FÉLICIEN MAZZOLA

*Sandrine Salerno est la Maire socialiste de Genève. Elle s'engage fortement aux côtés de la population dans les domaines du logement et de la création d'emplois locaux. L'égalité, la diversité et l'intégration se concrétisent dans son département. Pour elle, Genève est à la fois la capitale des droits humains et une ville où la qualité de vie et le respect de ses habitant-e-s sont au centre des préoccupations politiques.*

**Causes Communes : Sandrine, peux-tu nous parler un peu de ton enfance ?**

**Sandrine Salerno :** Je suis née à Genève en 1971 d'un père italien, tailleur, et d'une mère française, secrétaire de direction dans une banque. Mon frère et ma sœur sont nés peu après, en 1974. Suite au premier choc pétrolier, l'époque était marquée par la crise économique. Cette crise durcissait les débats sur la migration. Le climat était xénophobe, et les initiatives de l'extrême droite (notamment lancée par Schwarzenbach) stigmatisaient les travailleurs immigrés. Pour endiguer le chômage, la Suisse choisissait de faire partir les étrangers, et invitait les femmes à

rester à la maison. C'est dans cet environnement social que j'ai vu le jour.

**Ces tensions ont-elles poussé ta famille à émigrer en Italie ?**

Oui, en partie. C'est en 1975 que ma famille quitte la Suisse pour la Sicile. J'ai alors quatre ans. Comme nous y allions régulièrement en vacances, je n'y ai rien trouvé d'anormal. Je retrouvais mes grands-parents, il y avait de la joie. Ce n'est que plus tard que j'ai saisi les véritables raisons de ce départ. J'y ai débuté ma scolarité en italien, nous y avons passé quelques années, mais il n'y avait pas de travail. La famille est alors partie en France, à Nice, la ville de ma grand-mère. La famille, toujours, orientait les choix.

**Mais finalement, après cet exil au Sud, vous revenez en Suisse ?**

Oui. La situation socio-politique avait changé. A la fin des années septante, la reprise économique favorise l'immigration. La Suisse a de nouveau besoin de main-d'œuvre. Mes parents trouvent alors du travail sans difficulté et obtiennent un permis B. Ils entament ensuite les démarches pour la naturalisation. Il faut savoir qu'à l'époque, pour devenir Suisse, il fallait renoncer à sa nationalité d'origine et effectuer donc un véritable deuil d'une partie de son identité. En fait, il fallait renoncer à une culture pour devenir une bonne petite Suisse, un bon petit Suisse. C'était violent.

**Au milieu de tous ces mélanges, ces influences diverses, comment t'es-tu composée une identité propre ?**

Tout d'abord, et très fortement, je me sentais franco-italienne. C'est l'attachement à mes grands-parents italiens et français qui dominait (la famille encore, donc). Au football, j'étais une supportrice inconditionnelle de l'équipe italienne. Et puis, en 1981, alors que j'avais dix ans, Mitterrand a été élu, et je me suis sentie tellement fière et tellement française. Comme nous habitons au Lignon, tous nos copains étaient de diverses origines, espagnole, italienne. La cité était multiculturelle, j'ai grandi avec ça dans le sang. Devenir Suisse, c'était une chance de plus, et cela représentait qui j'étais, mais je ne voulais pas que cela écrase le reste, le fasse disparaître.

**Comment se passaient les rapports entre Suisses et étrangers à l'école ? Les enfants sont cruels.**

Au cycle, entre gamins, c'étaient entre les « benetts » (style Benetton) et les autres qu'il y avait des conflits, pas sur des questions d'origine ou d'identité. Les codes vestimentaires étaient importants, ils jouaient un rôle de reconnaissance. Les marques de nos boguets (vélomoteurs) nous démarquaient. Il fallait choisir le camp du Ciao ou du Maxi Puch, mais l'ethnicité des uns et des autres, c'est les adultes qui en faisaient des problèmes. Nous, on customisait nos boguets avec des drapeaux, mais nous vivions dans une innocence de ce que

cachait ces codes. Ce n'est que bien plus tard que j'ai compris le contenu politique de ces différentes affirmations. Mes parents avaient une stratégie commune aux immigré-e-s : tout faire pour s'adapter, tout supporter sans rien dire.

**Tu es devenue Suisse à l'adolescence. Le jour de ta naturalisation a-t-il été un moment spécial pour toi ?**

J'avais en effet 15 ans quand je suis devenue Suisse. J'étais une jeune adolescente révoltée, c'était l'âge de l'insouciance. Je ne comprenais pas vraiment l'enjeu, mais je sentais que le moment était grave. Nos parents insistaient sur la protection et la liberté de choix que le passeport à croix blanche nous amènerait. Moi, j'étais au collège en latine, et je trouvais cette discussion étrange. Je ne ressentais pas de discrimination ni de danger. Je voyais que mes parents n'avaient pas envie de renoncer à leur nationalité d'origine, ni de renier leur famille et leur culture. Pourtant, en même temps, ils faisaient tout pour qu'on se naturalise. Profond paradoxe de l'immigré ! J'y ai souvent repensé quand j'ai travaillé au Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI).

C'était comme un puzzle à reconstruire, des mots à mettre sur des émotions et des traces du passé. Mais à dix-sept ans, j'ai dû subir le décès de mon père. Toutes les pièces avaient été mélangées, et il a fallu patiemment les retrouver et les identifier. Cela a pris du temps.

**A quel moment la passion du politique t'a-t-elle emportée ?**

Mon intérêt pour la chose publique s'est construit, d'abord au collège Voltaire. Il y avait là-bas un mouvement de lutte anti-apartheid, nous manifestations devant les banques. A l'université, j'ai étudié les sciences politiques. Nous étions une super équipe, engagée au sein de la CUAE (Conférence universitaire des associations d'étudiant-e-s) et nous avons bataillé entre autre contre l'instauration des taxes universitaires. Christian Lopez et Sami Kanaan étaient de tous les combats, ils nous représentaient à l'Union Nationale des étudiant-e-s suisses (UNES). Cette expérience politique m'a appris le plaisir du travail collectif, du partage et des rencontres intenses.

**Tu te projetais déjà comme politicienne ?**

Non, car si j'obtiens ma licence en 1995, rien ne va de soi. C'est le début d'une forte période de chômage en Suisse, et je m'y inscris, car c'est un passage obligé pour



entrer dans le monde du travail (l'Etat payait une partie de notre salaire lors d'un engagement). Je trouve alors un poste au CETIM (Centre Europe Tiers Monde), aux Nations Unies, travaille sur la question des droits sociaux, économiques et culturels. Je perfectionne ma connaissance de l'espagnol. Je suis ensuite engagée au CCSI (Centre de Contact Suisses Immigrés) comme coordinatrice. Là, j'acquies une solide connaissance des réseaux sociaux et sanitaires, une expertise sur les questions de la migration, du traitement des enfants et des familles de clandestins. J'assure le lien avec les milieux des réfugié-e-s, le lobbying pour les subventions auprès des député-e-s et du Conseil municipal et je réalise le journal Carrefour qui était publié dans Le Courrier. Tous ces engagements s'enchaînent d'une manière assez naturelle, selon une logique interne, celle de la passion et du refus des injustices.

**Ce travail favorise-t-il ton engagement politique chez les Socialistes ?**

Oui, car je rencontre de nombreuses et nombreux militant-e-s de diverses formations. Je choisis alors le Parti socialiste car je sens très vite que je peux m'y exprimer librement, que j'y suis pleinement bienvenue. Je m'y investis alors fortement et accepte la proposition d'apparaître sur une liste multiculturelle pour l'élection au Conseil municipal. A l'époque, on pen-

sait qu'avec un nom à consonance étrangère, on avait moins de chance d'être élu-e. Pourtant, contre toute attente, je l'ai été. Ma vie de conseillère municipale commençait alors et j'ai adoré ça. Je suis devenue cheffe de groupe et commissaire aux finances avec l'incontournable rapport sur le budget. A vingt-sept ans, j'ouvrais réellement les yeux sur la complexité de cette ville pour ses propres habitant-e-s, mais aussi sur les extraordinaires moyens d'actions dont disposait le politique pour améliorer leurs situations. Il fallait mettre tout cela en mouvement.

**Etre élue est une chose, mais les véritables difficultés commencent lors de la prise de fonction, non ?**

En effet. Il n'y a pas de préparation à l'exécutif. On lutte pour être élu et puis après on travaille dur pour réaliser ce pour quoi on a été élu. Pour mettre cela en exergue, la législature qui s'achève a été placée sous des rapports de force continus. Dès le départ, la répartition des départements a été l'objet d'un conflit et d'alliances. Les socialistes ont été minorisés tout au long de la législature. Les projets de mon département ont été régulièrement bloqués. Je n'avais jamais connu une telle violence au Conseil municipal. Il faut s'armer de patience, d'énergie, et continuer de lutter. Heureusement, j'ai été soutenue par Manuel Tornare.

**Tu as aussi une vie familiale épanouie. Comment fais-tu pour mener de front engagement professionnel et vie privée ?**

En 2003, lorsque j'ai rencontré mon conjoint actuel, Carlo Sommaruga, j'étais déjà très investie. La politique est au cœur de notre histoire d'amour. Il m'a choisie avec ce projet et il m'a soutenue. Quand ma fille Sophie est née en 2005, je n'ai pas remis en question ce choix. Je faisais partie d'une bonne équipe, la section socialiste était forte. Cette dynamique m'a aidée à ne pas douter et à continuer d'aller de l'avant.

**Pour la naissance de tes filles, tu as pris un congé maternité, ce qui était un acte politique fort. Tu as montré que l'on peut être mère et occuper un poste à responsabilités pour autant qu'il y ait des moyens et des aménagements mis à disposition. Aujourd'hui, comment tes filles perçoivent-elles la vie publique de leur maman ?**

Je ne crois pas qu'Ilaria, qui n'a que deux ans, s'en rende compte. Sophie en a presque cinq, elle me raconte ses journées d'écolière, imite mes tics, prend sans cesse le téléphone portable. Pour jouer, elle place des tas de papiers dans son sac et fait la fille qui a des rendez-vous, est très occupée. C'est plus drôle que de jouer à la poupée ! Elle pense que Micheline Calmy-Rey est la cheffe de son papa et quand papa est absent, il est à Berne pour travailler. Dans sa perception, mon engagement se traduit par « beaucoup parler et porter des papiers », elle en a fait un jeu, ce qui est aussi stimulant pour moi, me permet parfois de relativiser (sourires).

**Tu as maintenant travaillé presque quatre ans comme Conseillère administrative, quel bilan tires-tu de tes actions aujourd'hui ?**

C'est une très vaste question. Tout d'abord, il fallait traiter l'enjeu du logement social, qui était à préserver et à développer dans une ville qui subissait et subit toujours la spéculation de plein fouet. Nous l'avons fait. Cela a été au cœur de ma législature, tout comme le relogement des artistes d'Artamis pour lesquels j'ai trouvé des solutions concrètes et rapides. La réforme de la gestion et des attributions des établissements publics était à réaliser, je l'ai effectuée. Sous mon impulsion, au sein de mon département, nous avons beaucoup travaillé pour développer la création d'emplois en Ville, réformer le fonds chômage, favoriser l'engagement d'apprenti-e-s, réorganiser les ressources humaines. Nous avons négocié le nouveau statut du personnel et développé des politiques transversales dans les domaines de l'égalité, de la diversité, de l'intégration et de l'Agenda 21. Tout cela avec des comptes bien portant et une dette en diminution. Aujourd'hui, je suis très fière du travail réalisé, mais je sais aussi que les gens en attendent plus, et qu'il y a encore beaucoup à faire.

**Quels sont les projets que tu n'as pas pu concrétiser ?**

Celui d'une maison de la famille, projet porté avec Manuel, sur la rive droite, qui aurait regroupé les associations qui accompagnent la parentalité. J'ai également voulu créer un centre des droits humains, lieu de rencontre des ONG et de la population, qui aurait mis en valeur la Genève internationale. On le sait, mais on l'oublie parfois : Genève est une ville multiculturelle et plus de 40000 personnes travaillent dans les organisations internationales. Si l'on souhaite rester la capitale des droits humains, il faut s'en donner les moyens. Pourtant, ces projets novateurs n'ont pas été sou-

tenus par la majorité actuelle du Conseil administratif, ce qui pose la question de sa capacité à saisir les enjeux pour Genève aujourd'hui et du manque de vision de certains de ses membres.

**Quelles seront tes priorités pour l'avenir ?**

Je vais continuer à travailler pour faire avancer les projets sur lesquels mon équipe planche. Que ce soit le nouveau statut des fonctionnaires de la Ville qui entrera en vigueur le premier janvier ou la mise en place des conditions pour stimuler la création d'entreprises au niveau local, ce ne sont pas les chantiers qui manquent ! De plus, nous devons rester attentifs aux difficultés économiques qui s'annoncent. Nous sommes bien conscients que la population souffre du coût de la vie élevé et parfois abusif (logement, assurances), de la dégradation des conditions de travail. Nous voulons que notre Ville reste abordable et accueillante pour toutes et tous. De plus, il faut l'avoir en tête, nous sommes en période électorale. En juin, nous aurons un nouveau Conseil municipal. Nous allons travailler pour que les socialistes et leurs alliés soient majoritaires en Ville et que nous ayons des élu-e-s capables de travailler ensemble, de soutenir les projets et de faire des propositions collectives. Si la population soutient les Socialistes, nous pourrons alors, avec Sami Kanaan, être deux pour mener de nouveaux combats. Je connais très bien Sami, nous allons véritablement œuvrer ensemble pour une ville de Genève moderne, sociale, et qui ne laissera personne sur le carreau. Pour cela, nous avons besoin du soutien de la population, nous allons maintenant aller le chercher.



# LUTTER CONTRE LE SURENDETTEMENT



PROPOS RECUEILLIS  
PAR SYLVAIN THÉVOZ

*Le Centre Social Protestant (CSP) dispose d'un service social qui accueille, lors de permanences, des personnes en difficulté sociale. Ce service s'est toujours intéressé aux problématiques de surendettement, tout en évitant de se spécialiser uniquement dans ce domaine, puisque les questions d'argent dépassent souvent les considérations purement financières. Anne-Marie Hirt et Olivier Lozeron, tous deux assistants sociaux, nous éclairent sur les enjeux et les pratiques de leur lutte contre le surendettement.*

**Sylvain Thévoz : Quel est concrètement votre rôle et comment le remplissez-vous ?**

**Anne-Marie Hirt :** Nous assurons des permanences chaque lundi et mercredi: une permanence d'accueil de 13h30 à 16h30 et simultanément une permanence téléphonique de 14h à 16h30. Ainsi, les personnes peuvent s'adresser directement à un assistant social, pour demander un renseignement ou exposer leur situation. Les problématiques sont très souvent financières. En effet, les gens qui viennent nous trouver le font, en général, pour des problèmes financiers et plus particulièrement de dettes (environ 50%). Nous sommes également compétents en matière d'assurances et de droits sociaux ; par exemple pour la défense de dossiers auprès d'institutions officielles.

**Il y a donc tout un travail d'aiguillage, de réorientation qui est effectuée lors de la permanence ?**

**AMH :** Le travail vise à comprendre la situation et les problèmes attendant, et déterminer quel service ou organisme (tels que Pro infirmis, Pro Senectute, Info-Jeune, l'Hospice Général) serait le plus approprié pour la traiter. On veille bien sûr à téléphoner et baliser le parcours. Un certain nombre de dossiers sont traités par nos services directement, comme le sont typiquement les problèmes financiers de personnes surendettées. Mais nous ne voulons pas faire que cela. Pour aborder les problèmes financiers, une certaine polyvalence est nécessaire, afin de ne pas être déconnecté.

**Les personnes rencontrant ces problèmes sont-elles orientées vers vous par le réseau social ?**

**AMH :** Oui. D'abord par l'entourage proche, mais aussi d'autres services sociaux, les centres de quartier, les administrations (office des poursuites, service des prestations complémentaires, l'Administration fiscale cantonale, le tribunal de première instance, etc). Nous bénéficions d'une reconnaissance sur la place publique pour tout ce qui a trait au surendettement.

**Avez-vous les moyens de faire face à toutes ces demandes ?**

**Olivier Lozeron :** Notre équipe, constituée de 3,6 postes d'assistants sociaux, a géré plus de 800 dossiers en 2009. Vu la taille modeste de notre service, répondre à la forte demande est toujours un enjeu. Depuis le début de cette année, notre équipe est renforcée par un poste temporaire à 50%, ce qui nous permet de faire face à la forte augmentation des dossiers qui représente près de 40% en dix ans. En outre, les situations sont toujours plus complexes.

Nous ouvrons aussi bien des dossiers qui peuvent représenter quelques heures de travail que des situations plus lourdes que nous suivons sur plusieurs années.

**Quand et pourquoi les personnes viennent vous consulter ?**

**AMH :** En général, les gens prennent un peu de retard dans le règlement de leurs factures, mais se disent qu'ils vont se rattraper. Le mois d'après, d'autres factures arrivent. Ils commencent à jongler, en espérant que la situation s'améliorera bientôt. Un facteur extérieur vient parfois aggraver la situation. Une fois qu'elles auront épuisé toutes leurs ressources personnelles, les personnes demanderont de l'aide. La réception d'un commandement de payer de l'Office des poursuites, voire un avis de saisie provoque souvent la demande de rendez-vous en urgence. Leur situation est souvent complexe, car installée depuis longtemps au moment où elles viennent nous voir. Les personnes attendent un bilan rapide, alors qu'il est nécessaire d'effectuer une évaluation globale qui prend du temps. Il faut comprendre que les dettes ne seront pas réglées en un entretien.

**OL :** Souvent, les gens viennent poussés par d'autres membres de la famille, des connaissances, l'employeur...

Les gens parent à ce qui leur semble le plus urgent en laissant de côté le fondamental. Nous constatons que les impôts sont souvent les principaux impayés. Entre le premier acompte provisionnel et la sommation, il peut s'écouler près de deux années. Les arriérés d'assurance maladie sont aussi courants. Les primes sont chères et certains usagers ne voient pas toujours la nécessité de les payer en priorité. Les prestations d'assurance maladie peuvent être suspendues en raison des arriérés, ce qui limite l'accès aux soins. Parfois, même le loyer n'est plus payé, ce qui



peut entraîner une résiliation de bail voire une évacuation du logement. Le crédit sera payé ou la poursuite afin d'éviter une saisie, mais ils se trouvent ensuite dans des situations inextricables. Ajoutez à cela une perte d'emploi ou une séparation, et tout bascule.

**AMH** : Les personnes luttent pour s'en sortir, mais sont souvent submergées et perdent le sens des priorités. S'y ajoute la très forte pression de certains créanciers. Un organisme bancaire qui veut que vous remboursiez votre crédit ne s'adresse pas à vous comme l'administration fiscale. La première étape de notre travail consiste à établir avec la personne un budget courant afin de stabiliser sa situation. Les charges incompressibles comme le loyer et l'assurance-maladie doivent être payées et à jour et aucunes nouvelles dettes faites. En parallèle, nous listons les créanciers et déterminons la capacité de remboursement suivant le budget. Cette période de bilan est souvent à faire accepter par la personne qui est centrée sur ses dettes et attend une action immédiate.

**OL** : Nous remarquons que les gens paient plutôt les anciennes dettes que les factures courantes. Ils jonglent, essaient de régler leurs dettes et se serrent tellement la ceinture qu'ils n'ont plus assez d'argent pour se nourrir jusqu'à la fin du mois. On travaille avec eux pour qu'ils revoient la gestion de leur budget et que leur minimum vital soit respecté.

**Peut-on dire que vous aider vos bénéficiaires en quelque sorte à apprivoiser leur dette ?**

**AMH** : En quelque sorte. Suivant les situations, nous pouvons conseiller aux usagers de vivre avec leurs dettes, car pour certains il sera impossible d'assainir leur situation. Les dettes peuvent être « congelées » à l'office des poursuites, par exemple lorsqu'il y a des actes de défaut de biens. Notre travail est alors de centrer la personne sur la gestion du quotidien afin de vivre avec son minimum vital, sans le réduire.

**OL** : Dans certaines situations, nous conseillons aux personnes de laisser aller aux poursuites, et de vivre avec ce minimum vital, ce qui parfois les soulage. Ils peuvent vivre alors avec 1200.- par mois, alors qu'avant ils jonglaient avec trois fois rien. Ils étaient à bout, dans un état d'épuisement incroyable. Dans certaines situations, nous conseillons la faillite personnelle même si elle n'est pas la meilleure des solutions. Elle permet à certains de respirer et de repartir sur des bases plus claires.

**AMH** : La faillite n'est pas un moyen d'assainir ses dettes, mais un moyen de souffler. Elle est à proposer avec parcimonie, car il faut que les gens soient aptes à assurer leur gestion courante. S'ils n'arrivent pas à gérer toutes leurs charges et refont une dette, la procédure ordinaire de saisie reprendra.

**OL** : On fait un bilan psychosocial et donc pas seulement comptable avant de s'attaquer aux dettes. Il faut être dans une situation stabilisée. On regarde ainsi à long terme ce que l'on peut faire pour améliorer la situation de la personne. On demande donc aux gens de nous donner l'entier de leur situation afin d'en avoir une vision claire.

**AMH** : Parfois, les personnes arrivent avec des sacs de factures, ouvertes ou non. Nous comptons environ trois mois pour clarifier une situation, contacter les créanciers, voir où en sont les dettes, et comment stabiliser le budget. Certaines personnes ont de la peine à exposer la totalité de leur situation. Il peut y avoir un sentiment de honte. Une relation de confiance doit s'installer afin qu'elles ne se sentent pas jugées. Pour un bilan de situation, nous avons besoin de tous les éléments constituant les revenus et les charges. Etablir un budget, c'est entrer dans la vie privée des gens. Révéler où va notre argent, c'est signifier qui nous sommes. Nous pouvons ainsi mettre le doigt sur des situations délicates. Il faut prendre du temps pour cela, car avant même de faire un travail de désendettement, car c'est toute la situation de la personne qui doit être prise en compte.

**On ne parle donc pas que d'argent ?**

**AMH** : Effectivement, non. Il existe des sociétés d'assainissement à but lucratif qui ne travaillent que sur des aspects finan-

ciers. On voit parfois des publicités pour ces sociétés qui ne traitent qu'un dossier administratif, sans prendre en compte la situation psychosociale de la personne. Il nous arrive d'être consulté par des personnes ayant eu une mauvaise expérience avec ces organismes.

**OL** : Leurs honoraires sont élevés et les premières mensualités versées servent à couvrir leurs frais.

**Quelles sont les statistiques du surendettement ?**

**AMH** : Il n'y a pas de statistiques officielles ni d'Observatoire de l'endettement. Nous appartenons à une association faitière, Dettes Conseil Suisse (DCS) ([www.dettes.ch](http://www.dettes.ch)) qui récolte des données avec peu de moyens pour les analyser. Intrum Justicia ([www.intrum.ch](http://www.intrum.ch)), qui est une maison de recouvrement internationale, produit des statistiques sur les contentieux qu'elle gère.

**OL** : Une trentaine d'associations d'assainissement de dettes est membre de DCS. Chaque association récolte des données et DCS a pour tâche de les réunir. Rien que pour notre service les chiffres sont impressionnants. En 2009 nous comptabilisons 8 millions de francs de dettes pour 174 nouvelles situations ! C'est dire l'ampleur des montants. En chiffre moyen, cela représente 45 000.- de dettes par situation. Mais il est difficile pour nous de saisir la dimension du surendettement à un niveau global.

**Ce manque de statistiques et d'intérêt du pouvoir public pour en avoir, comment l'interprétez-vous ?**

**AMH** : C'est un mélange de plusieurs choses. Il est déjà difficile de reconnaître qu'il y a des pauvres en Suisse, donc s'il faut en plus y ajouter des problèmes de surendettement... cela remet en cause tout un système sociétal et financier. Avoir des chiffres sur l'endettement et le surendettement au niveau fédéral, c'est déjà la reconnaissance du problème et amorcer des ébauches de lutte contre le phénomène. Nous sommes là dans des choix politiques. Par exemple, la loi sur les poursuites ne reconnaît pas dans le calcul du minimum vital l'obligation de payer des impôts, alors que cette charge est incompressible au même titre que le loyer ou l'assurance maladie. Or, dans notre pratique, nous constatons souvent que cette part d'impôt correspond à peu près à la part saisissable

dans un budget. Ainsi, compter les impôts dans le minimum vital, ferait que l'office des poursuites délivrerait encore plus d'actes de défauts de biens.

**Et les personnes saisies n'auraient donc plus assez d'argent pour rembourser des banques ?**

**AMH** : Exactement. La quotité saisissable serait insuffisante et ne permettrait plus le remboursement d'autres créanciers, par exemple, les organismes de crédit.

**OL** : Le crédit bancaire est facile à obtenir. Ensuite, la quasi totalité des prêts est remboursée, car les banques mettent une énorme pression pour obtenir le paiement des mensualités dues.

**Il y a-t-il un profil spécifique des personnes que vous rencontrez ?**

**AMH** : Ce sont autant des hommes que des femmes, principalement dans la tranche d'âge de 30 à 50 ans. Pour l'année 2009 nous avons tout de même 33 dossiers ouverts pour les moins de 30 ans. L'endettement touche de plus en plus les jeunes.

**Avez-vous des programmes pour travailler en amont, avant que le surendettement ne survienne et qu'il ne soit trop tard ?**

**AMH** : Oui. Nous faisons aussi de la prévention. Avec le théâtre Caméléon, nous avons monté le spectacle « A la poursuite du découvert », qui tourne dans certaines écoles depuis 2004. Nous avons également mis en place un atelier budget pour sensibiliser les jeunes par rapport à l'argent. A priori, la gestion financière s'apprend au sein de la famille, mais cette transmission ne se fait pas toujours facilement. Par ailleurs, les sollicitations extérieures poussent d'avantage à la consommation et au crédit. Pour atteindre le public jeune et les sensibiliser à cette problématique, l'école reste un lieu privilégié. Il est primordial de prévenir le surendettement, pour ne pas avoir à le guérir quand il sera déjà bien tard.



CENTRE SOCIAL PROTESTANT

Ouvert à toutes et tous, le Centre Social Protestant est un service privé d'aide sociale destiné à des personnes en difficulté. C'est un service indépendant qui offre un soutien polyvalent avec des ressources variées.

Quatre secteurs principaux : Social, juridique, réfugiés, consultation conjugale.

Son budget annuel s'élève à 5 millions de francs. Les subventions représentent 10 à 12% de ce budget. Les 80% restant sont assurés par des dons, qu'ils soient monétaires (à hauteur de 30% du budget total), mobiliers ou d'objets divers. Ces derniers représentent 50% du budget total.

Plus de cinquante collaborateurs y travaillent, ainsi quelques 200 bénévoles. L'équipe est complétée par des personnes au bénéfice de contrats d'emplois de solidarité, des contreprestataires de l'Hospice Général, ainsi que des stagiaires.

Des ateliers (Galiffe), un vestiaire social, des activités bel âge, l'organisation de transport pour des personnes à mobilité réduite, Renfiles, boutiques, etc.

LE CENTRE SOCIAL PROTESTANT

14, RUE DU VILLAGE SUISSE  
CP 171-1211 GENÈVE 8

022.807.07.00

INFO@CSP-GE.CH

WWW.CSP.CH

# LA SUPER-RICHESSE CRÉE LA PAUVRETÉ



SAMI KANAAN  
CANDIDAT AU CONSEIL  
ADMINISTRATIF DE LA VILLE  
DE GENÈVE

*L'explosion des super-riches à Genève est l'une des informations les plus frappantes issue de l'étude récemment publiée en matière de revenus et de fortune en Suisse, reprise dans l'édition du 11 novembre de la Tribune de Genève. Sous cette catégorie, on classe les personnes déclarant plus de 10 millions de fortune...*

Ainsi, la fortune globale déclarée à Genève a augmenté, notamment en raison de la forte croissance du nombre des super-riches. Doit-on s'en réjouir? Une réaction superficielle pourrait conduire à répondre positivement à cette question, car cette évolution représente des recettes fiscales supplémentaires et une capacité de consommation accrue, générant ainsi du chiffre d'affaires et donc de l'emploi. En réalité, cette lecture est trompeuse, car frappée d'angélisme.

## **Plus de super-riches et plus de super-pauvres**

Ce que ces chiffres montrent surtout, c'est une augmentation à la fois nette et continue des disparités de revenus en Suisse, et plus particulièrement à Genève. Comme l'écrit Christian Bernet dans la Tribune de Genève: « A Genève, l'écart entre les riches

et les pauvres se creuse, inexorablement. » En clair, la croissance des revenus a surtout bénéficié aux hauts revenus. Ainsi la proportion entre les plus hauts salaires et les bas salaires est passée d'un taux de 3 à un taux de 3.6 en 10 ans, avec une nette tendance à l'accélération. Genève est devenu le canton de Suisse avec les plus fortes disparités sociales.

Cette évolution peut être qualifiée de néfaste. Sans tomber dans le cliché simpliste « anti-riches », cette dislocation progressive de l'échelle des revenus en général, et celle des salaires en particulier, induit aussi une dislocation de la cohésion sociale. L'une des règles du jeu pour assurer une bonne cohésion sociale est d'assurer une homogénéité des revenus et de répartir au mieux les richesses produites. L'augmentation des disparités économiques va de pair avec des disparités sociales, et engendre notamment une précarisation accrue.

## **Les classes moyennes fragilisées**

La précarisation ne touche pas seulement les personnes à revenus très modestes, souvent déjà complètement précarisées, mais aussi la partie inférieure de la classe moyenne qui a de plus en plus l'impression de « ramer », sans perspective autre que de réussir, de justesse, à boucler les fins de mois et d'espérer éviter « l'accident de vie » qui les précipiterait dans la précarité (maladie grave, chômage, divorce, etc.). Or, l'absence de perspectives positives, qu'elle

soit justifiée ou non, a beau être un sentiment très subjectif, elle constitue un poison social important si elle s'accompagne du sentiment qu'une autre frange de la population vit dans une opulence croissante, et ceci sur un petit territoire comme le nôtre, où la richesse sous toutes ses formes est très visible.

## **Les impôts spéculatifs**

Même l'argument des recettes fiscales accrues peut être largement remis en question. Non seulement la capacité à soustraire, légalement ou non, des revenus au fisc croît exponentiellement avec le revenu mais, de plus, on peut se poser des questions quant à l'apport de ces richesses à la santé économique et sociale collective. En particulier, on peut se demander si ces richesses sont produites et ensuite utilisées d'une manière qui contribue réellement à l'intérêt collectif, en termes de création d'emplois durables et de lien social. Quelle proportion de ces richesses découle de l'économie spéculative, basée sur des bulles financières malsaines, comme celle qui a explosé en 2008? Ou quelle autre proportion s'auto-alimente sous forme de revenus découlant de l'accumulation de fortune et de l'augmentation du patrimoine individuel, sans investissement conséquent dans l'économie réelle?

## **Les baisses d'impôt qui profitent aux riches**

En 2004, la population genevoise s'est laissée séduire par les sirènes populistes de la droite et a aboli la plus grande partie de l'impôt de succession, une décision qui bénéficie avant tout aux fortunes majeures et qui soustrait à l'économie réelle des ressources importantes.

Enfin, dans une collectivité de taille relativement modeste comme Genève, l'augmentation des disparités dans le cadre d'une croissance économique débridée induit aussi des coûts directs et indirects très substantiels: saturation du marché du logement, excès de trafic motorisé, distorsions importantes sur le marché de l'emploi. Ces effets pervers contribuent aussi à saboter lentement mais sûrement la cohésion sociale.

## **Le chômage est une bombe sociale**

Le fait qu'il y ait à Genève entre 25000 et 30000 personnes qui souhaiteraient travailler mais qui n'y arrivent pas, toutes catégories confondues, et ceci face à des statistiques sur la création d'emplois qui font de l'agglomération genevoise une des plus enviées d'Europe (sic !), représente une bombe sociale dont les effets se font déjà sentir, à commencer par le succès de discours politiques basés sur la haine, la division et le rejet.

L'une des missions principales des politiques publiques est évidemment de minimiser les effets pervers des inégalités sociales, mais il ne faut pas rendre leur

mise en œuvre impossible, en diminuant les recettes fiscales (baisse des barèmes, suppression de l'impôt sur les successions, suppression annoncée de la taxe professionnelle, etc.) et augmenter en parallèle les besoins! Or, c'est très exactement la tendance qui se manifeste à Genève. Genève est une mosaïque passionnante mais beaucoup trop délicate pour supporter cette tendance à terme, qui met en danger ses fondements.

## **Monaco-sur-Léman pour les riches**

Une partie de la droite genevoise semble vouloir poursuivre un projet politique consistant à faire de Genève une sorte de Monaco-sur-Léman, misant sur une économie de casino. C'est un projet politique effectivement tout à fait compatible avec les besoins des super-riches ... sauf qu'il s'agit d'une négation complète des réalités genevoises et que ce projet est socialement indécent et politiquement suicidaire!

Alors que le Canton semble glisser dans cette direction, la Ville de Genève et les autres communes urbaines avec une forte présence des forces de gauche assument leurs responsabilités pour maintenir et renforcer un tissu économique local, qui soit à la fois sain et durable.

## **Le rôle de la Ville pour une économie humaine**

Il est important de rappeler le rôle essentiel de la Ville et des communes en matière économique, même s'il est subsidiaire. La Ville de Genève a ainsi créé la Fondetec pour soutenir la création et le maintien

d'emplois dans le tissu économique de proximité. La Ville fait évoluer sa politique d'achats et soutient activement les efforts entrepris par l'économie sociale et solidaire. Par ailleurs, la Ville recourt régulièrement à des entreprises dites sociales afin de donner une place aux personnes qui pour des raisons souvent indépendantes de leur volonté ne peuvent offrir la même productivité que la moyenne. Dans le même ordre d'idées, la Ville a développé le fonds chômage, qui soutient des initiatives économiquement viables tout en offrant une perspective d'insertion à des personnes au chômage.

Enfin, l'initiative pour la promotion des places d'apprentissage, que viennent de lancer les Socialistes, constitue aussi une action dans ce sens, car elle mise sur le partenariat avec les entreprises locales afin de renforcer l'offre de formation professionnelle pour les jeunes.

L'augmentation du nombre de super-riches à Genève, n'est pas une bonne nouvelle. La multiplication de la super-richesse s'accompagne aujourd'hui d'une croissance des inégalités. Ceux qui la favorisent prennent une lourde responsabilité. A nous les Socialistes de contrer efficacement cette dérive et de proposer une richesse raisonnable et partagée!

## SAMI KANAAN, UN GENEVOIS DE SON TEMPS.

*Sami Kanaan*, 46 ans, est candidat socialiste au Conseil administratif de la ville de Genève. Homme de conviction et d'engagement, il cherche toujours en premier lieu l'intérêt commun, le dialogue et les solutions équilibrées.

D'origine suisse allemande et libanaise, polyglotte et voyageur, il est un Genevois de son temps, profondément attaché à sa ville et à ses quartiers, à ses habitantes et habitants, à sa culture et à sa diversité.

Diplômé en physique et en sciences politiques, il a d'abord travaillé dans le cadre de la coopération universitaire européenne, puis rejoint un bureau d'évaluation des politiques publiques, avant

de devenir directeur adjoint et ensuite directeur du département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports.

Homme de conviction. Il a lutté activement pour les questions de mobilité (présidence de l'ATE durant de nombreuses années), a soutenu tout le processus d'élaboration du CEVA (cofondation du Comité unitaire ProCEVA). Luttant contre les préjugés et les cloisonnements, il s'est engagé dans de nombreuses associations, dont le Groupe SIDA Genève (qu'il a présidé) et la Maison de Quartier des Eaux-Vives.

Membre du parti socialiste genevois depuis 1988, il a été conseiller municipal,

député et membre de la direction de son parti durant plusieurs années. Engagé là où il vit, vivant là où il s'engage, Sami a toujours travaillé pour le bien commun. Le choix du parti Socialiste Genevois l'a placé sur le devant de la scène ; sa retenue est devenue prestance et sa sensibilité un style, à l'image d'une Genève urbaine et cosmopolite résolument ouverte sur le monde et prête à saisir les défis qui demandent de la poigne mais aussi de la modération, de la vision et surtout, des compétences.

**ACTIFS TOXIQUES** : Les propriétaires de chiens ramassent leurs crottes. Pas les banquiers.

**AMNISTIE FISCALE** : Dernière trouvaille des députés de droite pour faire un cadeau aux plus riches.

**BANQUE** : Espace privé où l'on siphonne pour des soirées privées les bas-de-laine des péquins.

**BONUS** : Prime à l'arnaque. Plus c'est gros, plus ça passe.

**CAPITAL** : Plus-value accumulée que l'on se refille de générations en générations ou que l'on pique à son voisin.

**CRÉDIT** : Grave addiction encouragée à des fins commerciales.

**FAILLITES** : 6000 cette année en Suisse, record absolu. +15,6%. Compensé par un nombre égal de créations d'entreprises. Le capital s'entre-dévore.

**FISC FUCKING** : Pratique à hauts risques dont les adeptes du barebacking social sont friands.

**GOLDEN PARACHUTE** : Equivalent de la golden shower. Le risque est toujours pour ceux qui sont en-dessous.

**HILER** : Promoteur des Hedge Fund à Monaco sur Léman.

**IMPÔTS** : (seule façon de redistribuer ...)

**KERVIEL** : Ospel, Stäubli, Kürer; à la roulette, chacun a sa chance !

**MARCHÉ** : Monopoly. Case prison et dés supprimés.

**MONNAIE** : Qui s'en soucie ?

**OSEILLE** : Substance liquide ou plastique sans couleur ni odeur, extrêmement volatile et toxique. Mortelle à hautes doses.

**POURSUITES** : Période brutale de sevrage imposée au redevable par des créanciers en manque.

**PRIVATISATION** : Manœuvre visant à faire effectuer à un prix réduit des prestations moindres et dévalorisées.

**SALAIRE** : Contre-prestation dévaluable au don de sa personne.

**STERN** : Tant va la cruche à l'eau...

**TRADER** : Franc-tireur ou homme de main, hypercardiaque en puissance.

**TROC** : Mécanisme où l'importance de la relation est au moins égale au bien échangé.

**TURBOCAPITALISME** : Est à l'économie de marché ce que la clystérophilie est au bain de pieds.

**UBS** : Pompe à fric du parti libéral. Recapitalisée par les pommes à hauteur de 6 milliards.

**USURE** : Racolage légal (à utiliser jusqu'à la corde).

**ZOUG-SCHWYTZ-APPENZELL** : Trio recomposant le pacte fédéral de la finance par un serment des röstis. Les Romands peuvent se le carrer dans l'os.

AB€C€DAIRE

**CAUSES  
COMMUNES**



## CRÉONS DES PLACES D'APPRENTISSAGE POUR NOS ENFANTS !

### GENÈVE, VILLE FORMATRICE

En 2009, 1'961 contrats d'apprentissage ont été signés à Genève. L'administration municipale a elle doublé le nombre de places offertes. Les entreprises, les syndicats et l'État de Genève travaillent à une formation professionnelle de qualité.

### IL MANQUE DES PLACES !

Néanmoins, de nombreux jeunes peinent à trouver un apprentissage et se retrouvent sans perspectives professionnelles et sociales. Le manque de places est particulièrement important pour les apprentissages destinés aux élèves en difficulté.

### SOUTENIR LES ENTREPRISES LOCALES FORMATRICES

Nous proposons, par cette initiative, d'apporter un soutien financier aux entreprises locales qui créent des places d'apprentissage. Ainsi, nous renforçons la formation de nos jeunes et offrons une aide directe à l'économie réelle, éprouvée par la crise financière.

### GARANTIR DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le soutien financier sera accordé aux entreprises qui offrent, sur la base des accords entre partenaires sociaux et de standards définis par la Ville de Genève, de bonnes conditions de travail aux apprenti-e-s. Cette initiative s'inscrit dans l'optique d'un développement durable de Genève.



Parti socialiste  
Ville de Genève

Notre bilan, nos projets  
**WWW.PS-GENEVE.CH**

« Les soussigné-e-s, électrices et électeurs dans la Commune de Genève, en vertu des articles 68A et 68B de la Constitution de la République et Canton de Genève du 24 mai 1847, de l'article 36 lettres b et c de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et des articles 85 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques du 15 octobre 1982, demandent aux autorités municipales l'instauration de mécanismes financiers soutenant la création de places d'apprentissage dans les entreprises sises en Ville de Genève qui offrent, sur la base des accords entre partenaires sociaux et de standards définis par la Ville de Genève, de bonnes conditions de travail aux apprenti-e-s. »

	Nom (en majuscule)	Prénom usuel	Année de naissance	Canton d'origine	Domicile (adresse complète)	Signature
1						
2						
3						
4						
5						

Peuvent signer l'initiative, les citoyennes et citoyens domiciliés en Ville de Genève, y compris les ressortissants étrangers domiciliés en Ville de Genève et établis en Suisse depuis plus de huit ans.

Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à Fr. 100.-. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées (art. 87, al. 1, lettres b et 91 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982, art. 91).

Le retrait total et sans réserve de l'initiative peut être décidé à la majorité des électeurs suivants formant le comité d'initiative : Carasso Grégoire, rue Cavour 7, 1203 Genève. Frigenti Empana Jannick, rue de la Prairie 5, 1202 Genève. Romano Maria Vittoria, rue Muzy 11, 1207 Genève. Deshusses Gérard, avenue Pasquier 4, 1206 Genève. Kanaan Sami, rue du 31 Décembre 24, 1207 Genève. Thévoz Sylvain, rue John-Rehfous 2, 1208 Genève. Studemann-Wathier Virginie, rue Rothschild 42, 1202 Genève.

Le service des votations et élections certifie la validité de \_\_\_\_\_ signatures.

Le contrôleur : \_\_\_\_\_ Genève, le \_\_\_\_\_



# Derrière vos emplois, il y a aussi notre travail.

Samir Kanaan | Sandrine Salerno

PS



Parti socialiste  
Ville de Genève

En savoir plus:

[www.ps-geneve.ch/emploi](http://www.ps-geneve.ch/emploi)

Nicht frankieren  
Ne pas affranchir  
Non affrancare

Geschäftsantwortsendung Invio commerciale-risposta  
Envoi commercial-réponse

Parti socialiste Ville de Genève  
Rue des Voisins 15  
1205 Genève

